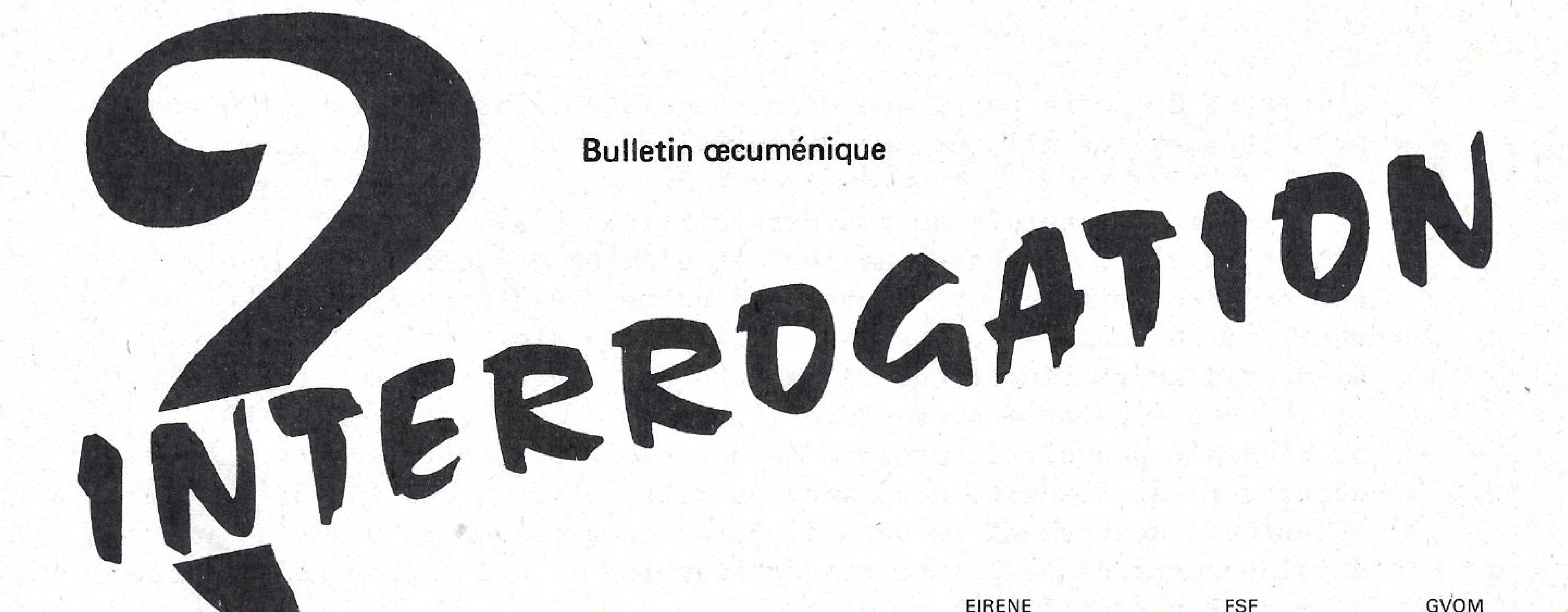


EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2015 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

Juillet 1975 paraît 8 fois par année numéro 5

KAISERAUGST ET NOTRE DEVELOPPEMENT

L'occupation du chantier de la centrale nucléaire de Kaiseraugst par des groupes d'action non violente est significative à plus d'un titre. Elle dénonce notre croissance explosive en besoins d'énergie, elle rappelle le danger certain que représente pour la population de la région - et peut-être même pour l'environnement et la population du pays - toute centrale nucléaire, elle témoigne pratiquement (par le "village" organisé par les occupants du chantier avec, par exemple, une garderie d'enfants et toute une vie sociale) d'une autre possibilité de vivre, elle mobilise de grandes couches de population dans une démocratie par ailleurs morte (voir la participation aux votations). Elle dénonce surtout une conception légaliste du rôle de l'Etat. Elle le fait au nom de la question de la finalité du développement de notre société. Car c'est de cela qu'il s'agit. Rien de moins.

Qu'il faille une action "illégale" pour que soit suscité sérieusement - du moins on l'espère - le débat sur le "bien commun" à propos de la construction des centrales nucléaires montre qu'en Suisse l'Etat ne peut pas jouer le rôle qui devrait être le sien car il doit tenir compte de l'idéologie de croissance industrielle, de production, de consommation, de gaspillage) chère aux milieux industriels. Du moins quand il parle du caractère inévitable de la croissance en besoins

d'énergie de notre pays. Souvenons-nous des liens étroits entre nos autorités et les milieux économiques.

On saura gré toutefois au pouvoir politique d'avoir résisté à la tentation d'une "réponse musclée" et d'accepter de recevoir ceux que certains milieux dénoncent déjà comme des "terroristes". De même, il ne faut pas passer sous silence la déclaration de Monsieur Ritschard au parlement que le gouvernement mettrait toujours la sécurité des populations avant les intérêts économiques. C'est bien. On aimerait pouvoir le croire; sans vouloir présumer de la suite du débat sur Kaiseraugst, nous serions plus rassurés des intentions réelles du gouvernement si dans d'autres domaines où la politique de développement de la Suisse est en question il avait pris une position claire. Par exemple, on ne peut pas parler de consommation d'énergie sans rappeler qu'il y a des choix à faire en matière de transports. Le Conseil Fédéral favorisera-t-il les transports publics au détriment des transports privés lors de décisions d'investissements ? Exigera-t-il des constructeurs de logements les mesures d'isolation qui permettraient d'économiser une grande partie d'énergie gaspillée en chauffage ?. C'est de décisions prises en ces domaines (et dans bien d'autres) que se joue la question de l'énergie en Suisse. Tant que ceux qui nous gouvernent n'auront pas pris des mesures concrètes, nous aurons de la peine à porter crédit à leur volonté de dialogue avec des opposants aux centrales nucléaires.



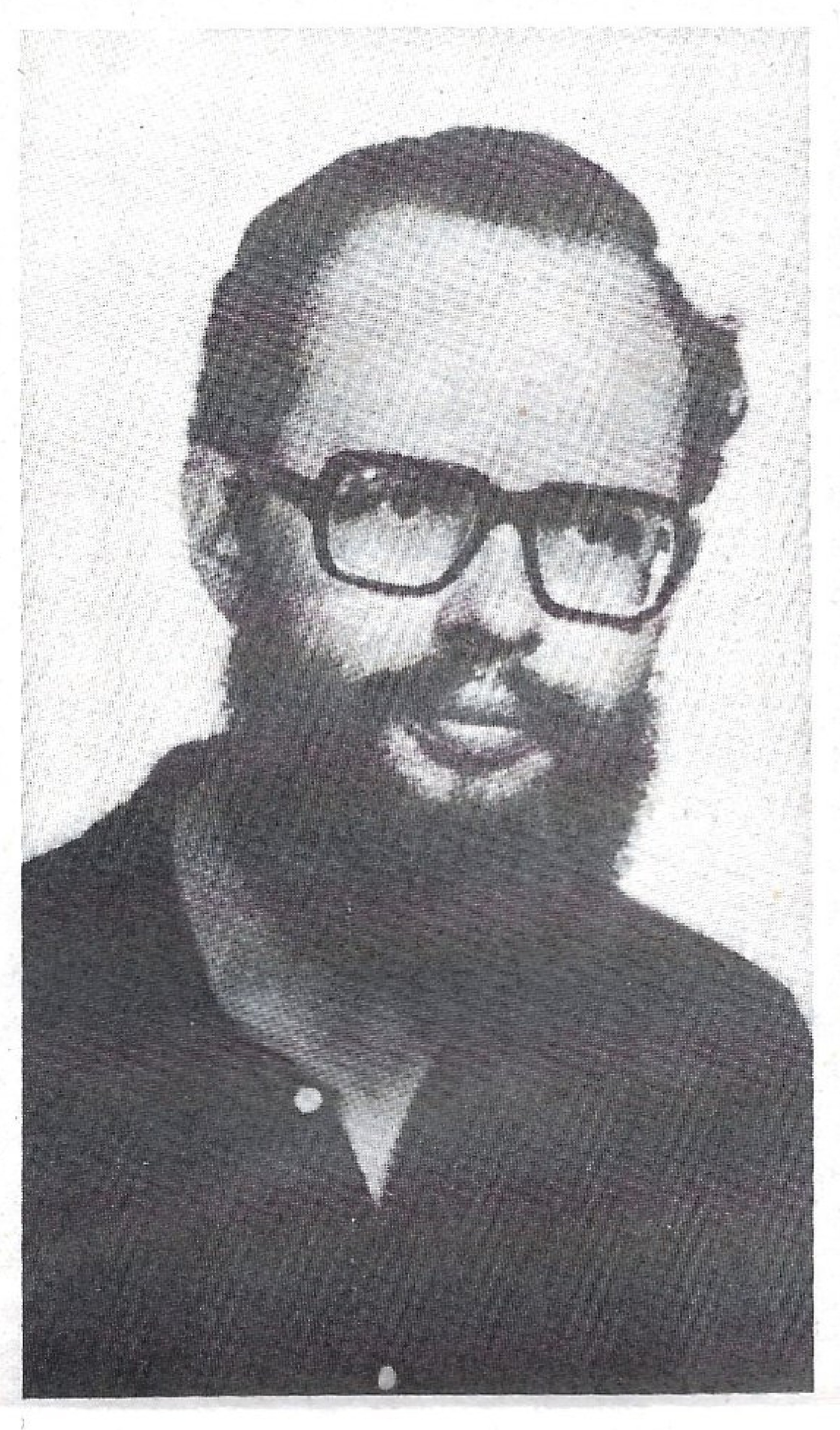
Ce débat les concerne.

Car il n'est pas possible de renoncer aux centrales si l'on continue sur la voie de développement actuellement choisie par la Suisse.

Jacques Matthey

La force ne réside pas dans la force mais dans la vérité.

Proverbe russe



lluis m. xirinacs

A ce jour, trois personnes sont proposées comme candidats au prix Nobel de la Paix: l'ambassadeur de Suède au Chili, le président du Mexique, Luis Echeverria et un écrivain russe d'opposition. Une quatrième personnalité vient d'être acceptée : Lluis Maria XIRINACS. C'est ce dernier que nous vous présentons.

Il est né à Barcelone en 1932 dans une famille bourgeoise, catholique et détachée de la culture catalane. Il est entré dans la congrégation religieuse des Piaristes puis a été ordonné prêtre en 1955. Peu à peu il a découvert l'existence du peuple catalan, exploité et opprimé. A mesure qu'il en prenait conscience, il s'est identifié et solidarisé avec ce peuple, s'efforçant de comprendre ses maux, de les dénoncer et de travailler à y porter remède. Il a débuté sa vie d'action publique dans les modestes luttes du village de Santa Maria de Cami, afin d'unir les habitants sur les problèmes du logement; il s'est heurté à certaines structures ecclésiastiques - il a cessé de percevoir l'argent pour les messes qu'il célébrait, par exemple -; il a soutenu les revendications sociales et professionnelles de l'école où il enseignait; il s'est consacré finalement à un témoignage chrétien sans frontière, abandonnant toute charge ecclésiastique. Il est devenu, dès lors, par la seule force - ou presque - de son témoignage personnel, un homme aux actions de caractère général.

Le soir de Noël 1970, il a entamé une grève de la faim en solidarité avec les Basques du procès de Burgos. "Je cherche à mettre les gens en face des dures conséquences de leur irresponsabilité : car je les aime et je les trouve extraordinairement irréfléchis. Il s'agit d'une promotion de la personne humaine que le système en vigueur infantilise grossièrement". Il rompt le jeûne au bout de 21 jours, après avoir obtenu des engagements des groupes catalans auxquels il s'adressait. Une instruction relative à sa grève de la faim est ouverte au printemps 1971, mais il reste en liberté provisoire. C'est alors qu'il adopte de façon cohérente et délibérée la conduite de désobéissance civile qu'on lui a vue jusqu'à ce jour.

Arrêté en 1972,il est libéré après dix jours de grève de la faim. "Je ne suis pas espagnol d'une Espagne comme celle-ci; ni catalan d'une Catalogne bourgeoise et capitaliste. Je suis catalan d'une Catalogne qui est celle du peuple travailleur, espagnol d'une Espagne démocratique en vérité. Je le dis devant Dieu : puisque l'homme n'est pas respecté, inutile de perdre son temps à enseigner le respect de Dieu. Vous les connaîtrez à leurs fruits. La religion véritable plaide la cause de l'opprimé et soustrait l'esclave à sa servitude."

Fin octobre 1973, il mène une nouvelle grève de la faim de 42 jours et obtient la libération des 113 de l'Assemblée de Catalogne, sauf lui-même. "Conformément aux principes de l'Assemblée de Catalogne, je lutte pour que nous puissions retrouver les libertés nationales, politiques et syndicales dont nous sommes privés."

Son procès a eu lieu le 26 janvier 1974 pour le jeûne public de 70-71 et Xirinacs a été condamné à trois ans de prison qu'il purge actuellement. "Incarcéré depuis novembre 1973, j'ai pu voir de près la tragédie des prisonniers politiques qui depuis lors ont défilé à l'hôpital général pénitenciaire de Carabanchel, où je purge ma peine... le spectacle des "politiques" condamnés, incarcérés préventivement, appréhendés, interrogés, torturés et mutilés, exécutés, est obsédant... pourtant ce n'est là qu'une faible part de la tragédie que vit, sous l'Etat espagnol, l'ensemble de la société..."

"Nous le savons, soulever et maintenir la houle de
Paix, cela demande une guerre constante,
contre le fort tant que nous serons faibles,
et contre nous-mêmes quand nous serons forts"

Une plaquette de 50 pages vient d'être éditée en français. Elle comporte une biographie, un ensemble de documents intitulés "Xirinacs s'explique" et un chapitre de réflexion "Pensée et action". Vous pouvez la commander au prix de Fr. 2,50 auprès d'EIRENE, B.P. 12, 2013 Colombier.



MARIAGES

- Véronique Berberat et Maurice JECKER, le 5 juillet 1975, à l'église de Lajoux, 2718 Lajoux
- Raymonde Rouiller et Pierre-André GRANGER, le 27 juillet 1975, à la Croix de Savolaire; 1873 Troistorrents.

NAISSANCES

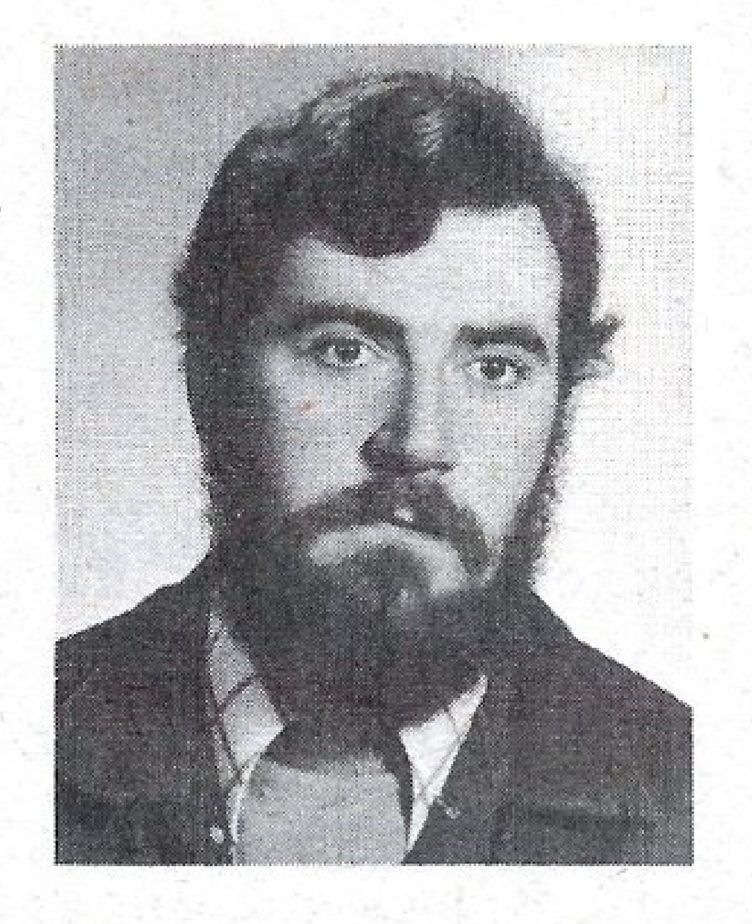
- Françoise, le 7 mars 1975 au foyer de Laurence et Michel GLANNAZ-Favre, 1726 Farvagny-le Petit, FR.
- Chantal, le 13 mars 1975 au foyer de Céline et Augustin RAZAFINDRAIBE-Clémençon, 14 Petit-Chêne, 1820 Montreux.
- Sarah, le 18 mai 1975 au foyer de Marie-Françoise et Bernard BAVAUD-Rey, 1013 rue Almirante Tamandaré, 63700 Crateus, Brésil.
- David le 20 mai 1975 au foyer de Janine et Ernesto TORREBLANCA-Constantin, G.H. de Mendoza 8574 La Fbrida, Santiago (Chili).
- Matteo, le 22 mai 1975 au foyer de Silvana et Luca BUZZI-Bernasconi, Servicio a la Comunidad, Apartado 12, Huancavelica, Pérou.
- Rachel, le 15 juin 1975 au foyer de Marie-Claude et Pierre-Alain CHUAT, La Rosière, 1470 Estavayer-le-Lac
- Régine, le 15 juin 1975 au foyer de Marie-Thérèse et Bernard CHRISTE-Gury, 14 Crêt du Sable, 2503 Bienne.

VOULEZ VOUS LOUER LE CHALET ANALAKELY AU BOUVERET ? Adressez-vous au foyer Roger Dubosson, Les Barges, 1896 Vouvry, qui assume le gardiennage. (tel 025 / 7 49 51) Il rest encore des périodes où le chalet est libre durant l'été et l'automne.

— — — — — — — —

DEPARTS

Roland COUTURIER, de Collonge-Bellerive (GE) est parti le 29 mai 75 pour la Mission catholique de Doukoula, Nord-Cameroun. Il va animer un atelier artisanal, former des responsables ruraux.





Claudio CAFFI de Mendrisio (TI) est parti le 17 juin 75 pour la Mission catholique, BP 87, Sarh, Tchad. Il assumera la formation des ouvriers et cadres de la menuiserie et conseillera le chef d'atelier tchadien.



Yvonne Ruffieux a quitté le secrétariat FSF à fin avril 75. Dès juillet : Couvent de la Visitation, Rue de Morat, 1700 Fribourg



Rita Huber depuis 1971 au secrétariat FSF; responsable de la comptabilité, des assurances, etc.



Colette Jordans depuis le 1er février 1975 assure le secrétariat, l'accueil, etc.

GROUPE VOLONTAIRES OUTRE-MER

Nicole et Willy BUSS, médecin, sont partis avec leur fils Pierre pour l'hôpital de Chicumbane, le 23.4.75 Ils sont au service de l'Eglise presbytérienne du Mozambique.

Claire-Lise et Daniel RUSS, médecin, sont de retour avec leurs enfants Gilles et Julien depuis le 4.7.75. Ils rentrent de l'hôpital de Chicumbane.

Nicole et Daniel PERRIER, enseignants, partent le 25.8.75 avec Vincent et Fabienne. Ils rejoignent le Cours secondaire protestant de Dabou (Côte d'Ivoire). Ils seront au service de l'Eglise Méthodiste en Côte d'Ivoire.

Elisabeth et Jean-François LANTHEMANN et Line vont rentrer de Côte d'Ivoire dans le courant de Juillet. Ils ont passé trois ans au Cours secondaire protestant de Dabou.

Christiane et Francis CHAMBORDON ont quitté Madagascar où ils ont enseigné pendant 2 ans à Antalaha au service d'un collège de l'Eglise du Christ à Madagascar. Ils seront remplacés par des Malgaches.

Marie-Claude et Richard CHALLANDES sont pour quelques temps en Suisse avec Claudia et Jean-Luc avant de retourner à Jérémie en Haïti où ils travaillent depuis 8 ans au Centre de réhabilitation rurale.

Marianne BONZON, ergothérapeute, partira fin août pour l'Algérie. Elle aura un travail de formation et d'organisation dans le cadre d'une organisation pour enfants inadaptés. Elle sera au service du gouvernement Algérien et en contact avec "Rencontre et Développement".

NOUS CHERCHONS D'URGENCE :

un couple d'enseignants et une couturière

BIBLIOTHEQUE

Au moment où l'action non-violente des opposants à la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst connait en Suisse et à l'étranger un retentissement sans précédent, certains voudront approfondir ce qu'est la méthode non-violente. Ils pourront le faire en lisant :

"Stratégie de l'action non-violente" de Jean-Marie Müller, Fayard 1972

L'auteur y développe les principes d'une stratégie et analyse les moyens tactiques qui permettent d'atteindre réellement les objectifs, politiques ou autres, sans le moindre recours à des procédés violents.

Adressez-nous une carte postale, vous recevrez ce livre pour lecture.

BESOIN EN VOLONTAIRES

Service au Maroc :

Menuiserie	1 instructeur en théorie
Electricité	1 instructeur en théorie 1 instructeur en pratique
Mécanique-auto	3 instructeurs en pratique 2 instructeurs en théorie

1 enseignant en mathématiques
1 agriculteur ou agronome
1 instructeur en mécanique générale

Service au Cameroun :

1 agriculteur ou agronome
1 responsable des ateliers sur bois et métaux

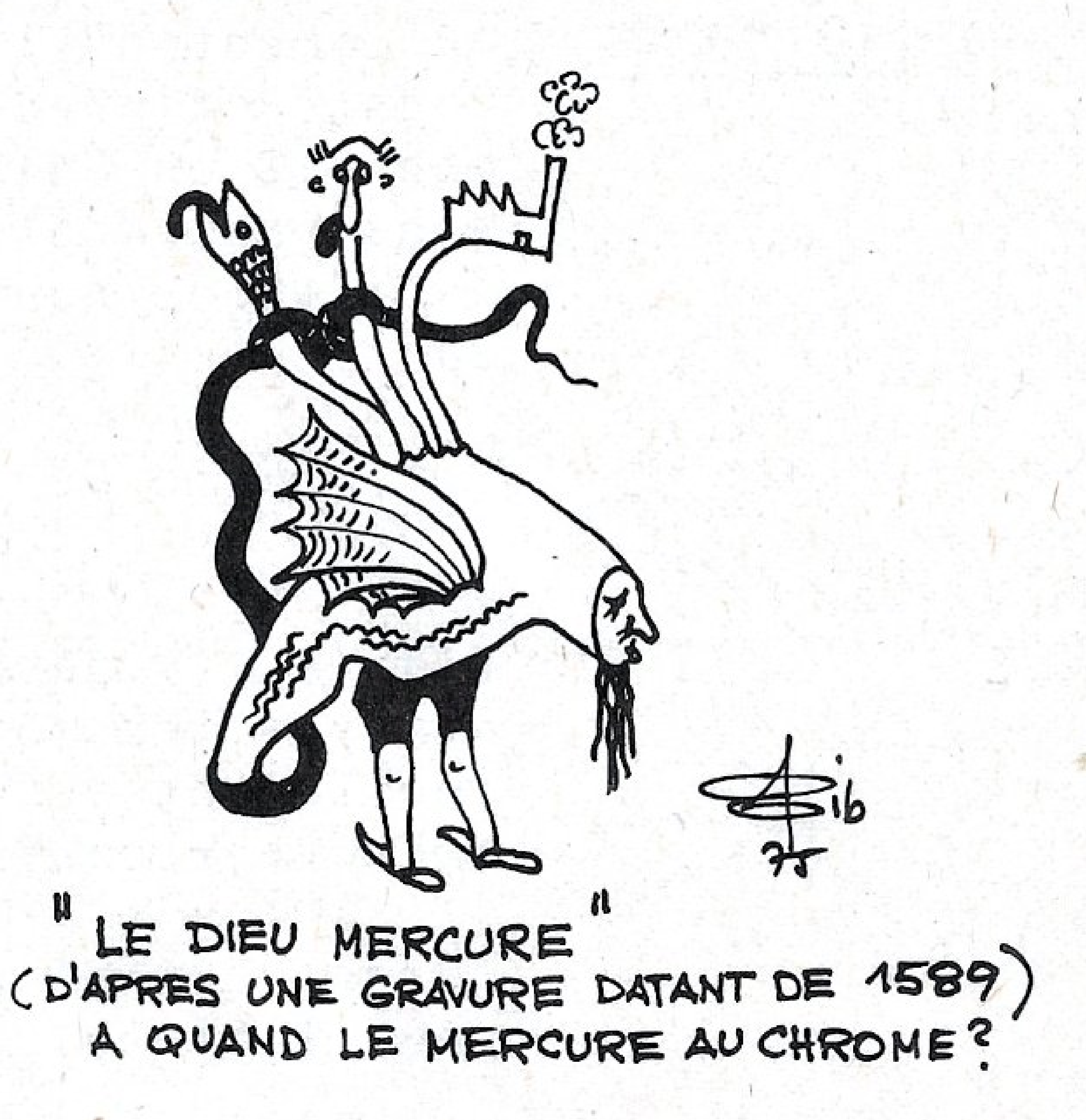
Service au Niger :

1 agriculteur ou agronome

Et le sous-développement en Suisse ?

"SALADES DE SAISON"

Un titre peu sérieux direz-vous pour figurer sous une interrogation aussi importante. Est-ce l'approche des vacances, est-ce le besoin de faire appel à l'humour pour traiter de problèmes graves qui m'ont donné l'idée d'un tel titre ? Il y a de cela. Mais il y a surtout le besoin de vous faire partager des observations que j'ai faites ces dernières semaines en cueillant dans les moyens d'information (journaux, radio, télévision) quelques faits significatifs - tout au moins à mes yeux - ... et de vous les servir en "salades de saison" !



" LE DIEU MERCURE "
(D'APRES UNE GRAVURE DATANT DE 1589)
A QUAND LE MERCURE AU CHROME ?

- Peut-on manger le poisson du Léman ? En 1973, un rapport étayé par de très sérieuses analyses révélait que 10 à 15 kilos de mercure étaient déversés chaque jour dans le Rhône, puis le Léman. Une équipe TV a voulu faire le point: le rapport est introuvable aujourd'hui, et son auteur s'est refusé à l'interview. Deux industries valaisannes étaient incriminées dans ce fameux rapport. Pour mener son enquête, l'équipe TV a fait analyser par trois instituts des poissons du lac. Un résultat : un brochet (initialement destiné à un restaurant) contenait trois fois la dose de mercure tolérée...

- Dans la région Saxon-Charrat, la récolte d'abricots est détruite à 90 %, non par le gel, mais par les émanations de gaz de fluor provenant des usines (notamment l'Usine d'aluminium de Martigny). Un cultivateur : "Il n'a pas gelé pendant la floraison. Les fruits étaient abondants, mais depuis un mois, ils ne grandissent plus et tombent.. Ici c'est la colère. On est décidé à aller jusqu'au bout. Que ceux qui font la casse paient les dégâts ! ..."

- Le directeur de la Banque nationale, M. Hey, au cours d'une émission TV explique pourquoi notre franc est trop lourd. 40 milliards de réserve-or reposent dans les trois principales banques du pays pour "couvrir" notre monnaie. La plus forte couverture-or comparée aux autres monnaies ! Une véritable sécurité pour les capitaux étrangers... qui se transforment en francs suisses. Les industries d'exportation licencient et mettent au chômage des travailleurs. Motif souvent invoqué : notre franc est trop lourd ! Une caricature : un chômeur assis sur un tas d'or. Une légende: "notre prospérité nous étouffe !"

- M. Fourcade, ministre français des finances s'oppose à l'entrée de la Suisse dans le "serpent monétaire"... à cause du "paradis fiscal" qu'est notre pays. Et dire que les caisses de l'Etat sont vides !!!

Voilà des "salades de saison" que vous continuerez de cueillir durant votre période de vacances... pour les mettre au dossier du "maldéveloppement".

Antoine Queloz

LE MORATOIRE

1. Des définitions

Celle du Petit Larousse :

> Du latin, moratorium = ajournement
> Décision légale qui suspend provisoirement l'exécution de certaines obligations conventionnelles ou légales, et proroge divers délais.

Celle de la 'Conférence des Eglises de toute l'Afrique' (CETA)

> *Une politique qui consiste à refuser de recevoir des fonds et du personnel étranger, parce que c'est le meilleur moyen de donner à l'Eglise africaine le pouvoir d'accomplir sa mission dans le cadre africain, de guider nos gouvernements et nos peuples, pour qu'ils trouvent des solutions à leur dépendances économique et sociale.*

2. Une explication et un témoignage

L'idée que les Eglises d'outre-mer nous demanderaient de ne plus collaborer en hommes et en argent peut nous sembler et nouvelle et choquante. Cela fait cependant deux ans qu'elle est discutée dans les milieux oecuméniques et dans les Eglises protestantes d'Afrique en particulier.

Le pasteur John Gatu, président du comité général de la CETA s'en explique dans un entretien qu'il a eu avec Fred Kaan à Lusaka :

FK Il me semble que vous êtes la personne qui a introduit dans le vocabulaire des Eglises chrétiennes du monde entier le terme de "moratoire". Je crois que vous l'avez employé pour la première fois à Milwaukee, aux Etats-Unis. Ce mot a été repris lors de la conférence de Bangkok sur "Le Salut aujourd'hui" et occupa, à l'assemblée de la CETA à Lusaka, une place encore plus importante dans les débats. Qu'entendez-vous pratiquement par là lorsque vous parlez de "moratoire" ?

JG Si vous considérez l'histoire des mouvements missionnaires en Afrique, vous y découvrirez, certes, des aspects positifs, mais également des points négatifs. Nous nous sommes conditionnés nous-mêmes à une situation de dépendance vis-à-vis de l'étranger et de ce qu'il peut nous offrir; de leur côté ces Eglises de l'étranger se sont peu à peu persuadées qu'elles n'avaient qu'à donner aux Africains, tout en se préoccupant très peu de la mission dans leur <u>propre</u> pays. En essayant de trouver un remède à ce problème très grave j'ai <u>pensé</u> - et je le pense encore - que la seule solution consisterait à réclamer l'arrêt de l'envoi des missionnaires européens en Afrique, ceci afin d'abolir les clichés habituels employés lorsqu'on aborde ce type de relation. J'ai commencé par suggérer un moratoire de cinq ans dans un discours que j'ai prononcé en février 1971 à New-York. Mais à la fin de cette même année, en parlant devant une assemblée à Milwaukee, j'ai déclaré tout net : "Retirez les missionnaires et les fonds étrangers, une fois pour toutes !" parce que je ne crois pas que l'on puisse dicter un horaire et un programme au Saint-Esprit.

FK Croyez-vous que l'ensemble des chrétiens d'Afrique, de la base aux échelons supérieurs, comprendrait et soutiendrait l'idée d'un "moratoire" ?

JG Comme vous le savez, ce débat dure depuis deux ans déjà et c'est la première fois qu'il a été porté devant une assemblée de la CETA; nous avons soumis cette idée aux Eglises pour qu'elles l'étudient. Ainsi, je ne suis pas étonné si les gens ne comprennent pas toute l'étendue de cette question. A mon retour d'Amérique, il y a deux ans, l'un de mes problèmes était justement de répondre à la question que vous me posez; mais il est surprenant de constater combien dans l'intervalle de deux années les gens ont peu à peu compris de quoi il s'agissait. Même s'ils ne saisissent pas le sens du terme "moratoire", ils se rendent maintenant compte, particulièrement dans mon Eglise (l'Eglise presbytérienne d'Afrique orientale), des implications de la continuation du système en vigueur, des maux et des problèmes qu'il engendre dans les Eglises africaines. Je pense qu'il nous faut être encore davantage "conscientisés", ou éduquer davantage la population locale - non seulement celle-ci, d'ailleurs, mais les cadres de nos Eglises - parce que nous abordons des questions nouvelles pour nous et nous nous les posons seulement maintenant. Nous avons été conditionnés par la certitude de notre extrême pauvreté et nous n'avons jamais eu l'idée d'inventorier nos propres ressources. Lorsque je suis rentré en Afrique, en 1971, j'ai dit à mon Eglise - nous étions sur le point de faire construire un nouveau bâtiment - "Nous n'allons pas demander de l'argent à l'étranger pour cette construction !" Ma déclaration a suscité pendant un certain temps des discussions acharnées. On me disait alors : "Nous ne pouvons pas faire cela !" Pourtant, nous avons pu mener à chef notre projet dont le coût s'est élevé à $ 100.000. Chaque centime a été récolté sur place; nous n'avons pas réclamé de l'aide à l'étranger. Il en a résulté une prise de conscience chez nos gens qui disent maintenant : "Oui, nous pouvons le faire !" Ils ont commencé à découvrir le potentiel de ressources locales dont ils ne soupçonnaient pas l'existence.

Ce qui est en jeu

La Conférence de la CETA réunie à Lusaka explique de la façon suivante les problèmes des Eglises africaines ayant conduit à proposer le Moratoire :

La Conférence de Lusaka voit trois obstacles à l'africanisation de l'Eglise en Afrique :

1. Le problème du pouvoir

"Bien que dans la plupart des cas la direction de l'Eglise semble appartenir physiquement aux autorités locales, le pouvoir réel se trouve ailleurs. Ce pouvoir manipule l'Eglise en Afrique en contrôlant ses finances, ses programmes, ses projets, sa politique et même sa discipline et l'application de celle-ci. Ce problème persistera tant que l'Eglise en Afrique dépendra de ressources extérieures pour pouvoir exister."

2. La présence de missionnaires ou de collaborateurs expatriés

présence qui serait une "inhibition fâcheuse, une entrave à l'épanouissement des critères, des valeurs et des moyens d'expression africains.

3. <u>Les structures et l'organisation héritées d'outre-mer</u>

Ces dernières, selon les termes du rapport de l'Assemblée, conditionnent les conceptions et la théologie de l'Eglise en Afrique, l'empêchant de créer ses propres formes d'expression communautaires de l'expérience chrétienne dans le contexte africain.

D'où l'appel à l'institution d'un moratoire sur les fonds et le personnel d'origine étrangère exprimé dans les termes suivants :

"L'Eglise africaine - élément vital de la société africaine - est appelée à lutter pour la libération du peuple africain. L'Eglise africaine, qui s'insère dans la communauté mondiale, doit également participer à l'oeuvre rédemptrice du Christ dans notre monde. Mais notre contribution doit être africaine. Cependant, cette contribution ne peut être efficace que si l'Eglise est libérée et devient authentiquement nationale. Pour réaliser cette libération, l'Eglise devra stopper l'afflux d'argent et de personnel provenant de ses partenaires étrangers, qu'ils soient des continents de l'hémisphère nord ou qu'il s'agisse de structures minoritaires étrangères établies sur le continent africain. Alors seulement l'Eglise pourra s'affirmer pleinement dans sa mission envers l'Afrique et comme membre du monde oecuménique.

Nous devons donc opter pour une politique de MORATOIRE, en refusant de recevoir des fonds et du personnel; ceci étant le meilleur moyen de donner à l'Eglise africaine le pouvoir d'accomplir sa mission dans le cadre africain; de guider nos gouvernements et nos peuples pour qu'ils trouvent des solutions à leur dépendance économique et sociale."

ou, en résumé : (Tiré d'un tract de la CETA)

"Pourquoi envisageons-nous un moratoire ? Il y a quatre raisons principales, qui peuvent rendre le moratoire nécessaire :

1) Découvrir une forme authentiquement africaine du christianisme qui pourra a son tour enrichir toutes les Eglises chrétiennes du monde.

2) Encourager les Eglises africaines à abandonner les attitudes de dépendance que beaucoup d'entre nous ont adoptées.

3) Encourager les Eglises africaines à établir leurs propres priorités dans leur travail pour Christ et à devenir elles aussi des Eglises vraiment missionnaires.

4) Permettre aux Eglises qui ont traditionnellement envoyé des missionnaires dans les autres pays de réexaminer la nature de leur mission et de leur collaboration future avec leurs partenaires, les autres Eglises.

Ajoutons à cela avec le pasteur Rossel, membre du Comité exécutif du COE : "A y regarder de plus près, ce problème est tout autant théologique que psychologique". "Ce que les africains sont en train de dire ne concerne pas seulement les hommes et les moyens matériels, mais le besoin qu'ils ressentent de pouvoir maintenant repenser la théologie, la compréhension du Christ et de son action, non pas en termes de théologie pensée à Genève où à Fribourg, mais conçue dans le contact intime avec un continent qui commence à retrouver une identité culturelle en grande partie détruite par la venue de la civilisation chrétienne européenne. "On pourrait parler d'une sorte de "moratoire" théologique, qui consisterait précisément dans ce mouvement de révolte contre la prétention de la théologie occidentale à être LA théologie".

4. Les réactions des Eglises africaines

a) A notre connaissance aucune Eglise n'a encore proposé d'appliquer le moratoire.

b) Dans certains cas cependant, des mesures ont été prises pour diminuer progressivement l'aide venant de l'extérieur. - Dans d'autres ce sont des circonstances extérieures qui ont forcé les Eglises à découvrir comment elles pouvaient non seulement survivre, mais vivre avec leurs propres moyens.

c) D'autres Eglises par contre demandent aujourd'hui encore une aide accrue de nos Eglises d'Europe.

d) Toutes cependant se sentent mises en question par la proposition et partout la question des relations entre partenaires africains et européens est étudiée avec passion.

5. ET NOUS FACE AU MORATOIRE ?

Deux choses sont claires :

1. PAS DE PANIQUE - JUSQU'A NOUVEL AVIS ET DANS LA SOLIDARITE QUI UNIT EGLISES ET CHRETIENS NOTRE SERVICE RESTE INDISPENSABLE ET NOS MOUVEMENTS CONTINUENT A VOULOIR ACCOMPLIR LEUR TACHE.

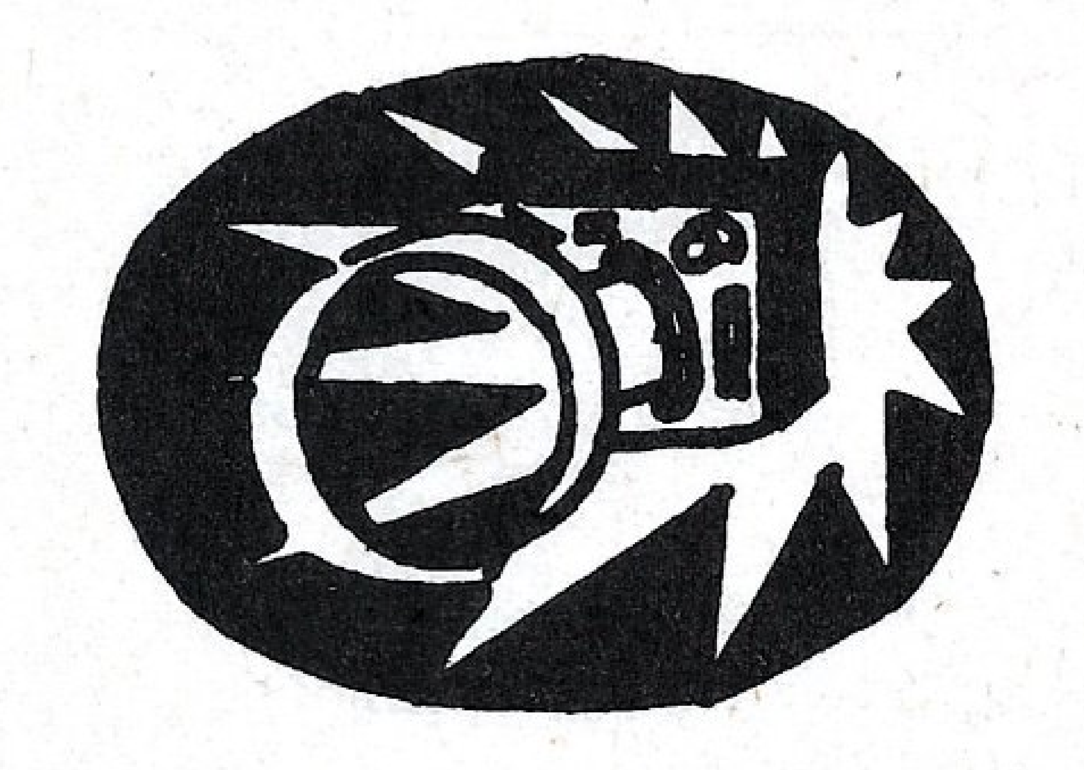
2. UNE QUESTION NOUS EST CEPENDANT CLAIREMENT POSEE.

   "DANS NOTRE SERVICE QUELLES SONT LES RELATIONS QUI NOUS UNISSENT A NOS PARTENAIRES ?"

Nous vous proposons, lecteurs d'ici et lecteurs d'outre-mer de réfléchir à cette question et de nous écrire. Nous publierons un courrier du lecteur.

Clément Barbey





LE COE AFFIRME : Plus de massacres en Irak

Une délégation du COE qui a séjourné du 5 au 16 mai en Irak, sur l'invitation du gouvernement de ce pays, a déclaré à son retour à Genève que "la situation dans la région kurde semble revenir rapidement à la normale et qu'on peut constater de nombreux signes de l'engagement actif du gouvernement irakien dans les programmes de réinstallation des Kurdes revenus en Irak et de reconstruction des zones dévastées par la guerre".

Elle ne trouva aucune preuve corroborant des affirmations relatives à des massacres, des camps d'internement ou à la famine. Même dans les régions les plus éprouvées, la majeure partie de la population a regagné ses foyers, les écoles ont été réouvertes et les boutiques sont bien approvisionnées en produits de première nécessité. La reconstruction est en cours.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Donateurs toujours plus nombreux

Plusieurs organisations privées de coopération au développement enregistrent en ce début de 75 non seulement une augmentation des dons mais surtout un accroissement du nombre des donateurs. C'est ainsi que Swissaid observe une augmentation du nombre de ses donateurs de 25 % par rapport à la même période de l'an dernier, augmentation que l'on retrouve également à Pain pour le Prochain. Quant à l'Entraide protestante suisse le nombre de ses donateurs s'est accru en ce début d'année de 77 %.

Swissaid est d'avis que la répétion constante des clichés sur l'impopularité de l'aide au développement finit à la longue par ruiner le capital de bonne volonté accumulé par les organismes privés d'aide au développement.

SPP

On ingurgite trop de médicaments superflus

Les connaissances scientifiques de base existent pour trouver des vaccins contre toutes les maladies tropicales. Mais l'absence de toute solidarité internationale bloque la recherche orientée vers d'autres secteurs plus productifs. Le docteur Mahler, directeur général de l'OMS, commentant les récents travaux de l'Assemblée mondiale de la santé, s'est élevé contre l'attitude adoptée par les grands laboratoires qui se tournent vers d'autres marchés autrement plus rentables.

A ses yeux pourtant, toutes les maladies tropicales pourraient trouver leur solution dans un laps de temps extrêmement court. Seules les perspectives financières médiocres expliquent que l'industrie pharmaceutique se désintéresse du sort de la majorité des populations du globe. Elle préfère consacrer ses efforts à la mise au point de préparations « inutiles ou superflues » comme l'est l'écrasante majorité des quelque cent mille produits en vente sur le marché d'Europe occidentale ».

La Suisse
8 juin 1975

FLASHES

MOZAMBIQUE

Le retour des Pères blancs

Avant la fin de 1975, dix Pères blancs, anciens missionnaires au Mozambique, rejoindront ce territoire qu'ils avaient quitté en 1971 sur ordre du Conseil général de leur Société.

On se rappelle que par une lettre datée du 15 mai 1971, le Conseil général justifiait le rappel de 39 Pères Blancs exerçant leur apostolat au Mozambique. Les missionnaires constatent que la confusion entre l'Eglise et l'Etat, entretenue par la pratique constante des autorités civiles comme des autorités religieuses, dessert profondément la présentation du Message évangélique et du vrai visage de l'Eglise. ...

Nous avons longtemps demandé et attendu une position nette de la part de la hiérarchie pour dissiper ces ambiguïtés face aux injustices et aux brutalités policières. Devant ce silence, que nous ne comprenons pas, nous pensons en conscience que nous n'avons pas le droit de passer pour des complices d'un soutien officiel que les évêques semblent ainsi apporter à un régime qui se sert adroitement de l'Eglise pour consolider en Afrique une situation anachronique..."

Actuellement, les circonstances politiques ont changé au Mozambique tout comme l'attitude et le comportement de la hiérarchie catholique. Des évêques ont démissionné et ont été remplacés par des africains. Dès lors le nouveau Conseil général des Pères Blancs a décidé de reprendre l'apostolat pastoral dans l'ancienne colonie portugaise.

Les Pères Blancs ne s'installeront pas dans leurs anciennes missions. Conformément aux besoins de l'Eglise et selon le désir des évêques, ils formeront des équipes d'animation en vue de la promotion de l'Eglise locale qui doit être consolidée et qui doit connaître un nouvel essor comme ailleurs en Afrique.

KIPA

REJETS RADIO-ACTIFS

Normes plus rigoureuses

L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) vient de proposer de rendre les normes sur les rejets radio-actifs des installations nucléaires vingt fois plus sévères que celles actuellement définies par la commission de réglementation nucléaire.

La Liberté 29.5.75

FLASHES

DIMINUTION DES MISSIONNAIRES CATHOLIQUES SUISSES OUTRE-MER

Au 1er décembre 1974, il y avait 1'633 missionnaires suisses (religieux et laïcs) engagés outre-mer, soit une diminution de 301 personnes (15,5 %) par rapport à l'année 1969, soit :

	1969	1974	Dim. en %
Prêtres	663	621	- 6,3
Frères	199	183	- 8
Prêtres Fidei donum *	53	63	+ 18,8
Soeurs	779	574	- 26,3
Laïcs	240	192	- 25

* Prêtres fidei donum = prêtres faisant partie des diocèses de Suisse et prêtés pour sept ans aux missions d'outre-mer.

Du journal « La Suisse », 2 mai 1975

Milan et Zurich. — Les experts militaires le proclament, les armes suisses sont excellentes. Corollaire : elles sont parmi les plus chères du monde. Certains pays arabes sont riches, telle l'Arabie saoudite qui n'est pas avare de ses sous. Elle achète donc des armes suisses. Mais on sait qu'une loi fédérale empêche nos industries de livrer du matériel de guerre dans les zones « chaudes » du globe, notamment, aujourd'hui, à tous les pays arabes. On sait aussi que si un fabricant suisse possède des filiales à l'étranger, celles-ci ne sont évidemment pas soumises à cette interdiction. L'hebdomadaire économique italien « L'Esspresso » révèle, dans un de ses récents numéros, l'existence d'une commande très importante de batteries antiaériennes 35 mm. passée par l'Arabie saoudite à la filiale milanaise du puissant groupe zurichois Oerlikon-Bührle. Il s'agirait — toujours selon l'hebdomadaire italien — de 120 batteries complètes, ce qui représente une somme de 500 millions de nos francs.

... Un porte-parole de la direction d'Oerlikon-Bührle que nous avons interrogé... confirme l'existence d'un contrat passé avec le gouvernement saoudien, mais se refuse à en divulguer la teneur, se retranchant derrière le secret militaire exigé par l'acheteur. M. F. F. Strohmeier précise encore le caractère tout à fait légal de ce marché et on ne peut que l'admettre, puisque aucune loi italienne n'interdit ce genre d'exportation.

A la question de savoir si la tendance actuelle est au transfert de la production des armes vers les filiales établies à l'étranger — le groupe suisse en possède au moins une septantaine, et celle de Milan est l'une des plus importantes — M. Strohmeier répond que la conjoncture actuelle permet à l'entreprise de se développer, non seulement pour ce qui est du département armement, mais aussi dans les autres branches de sa production. Les premiers résultats du groupe pour 1974 semblent d'ailleurs lui donner raison. Le chiffre d'affaires a augmenté de 27,8 % et le bénéfice de 29 % par rapport à 1973.

J.-D. Schlaeppi

Bulletin No 7 du Comité romand pour l'interdiction d'exportation d'armes.

I.C.I. - 15 juin 1975

BOLIVIE : Un haut fonctionnaire révèle un plan de lutte de l'armée contre l'Eglise

UN document peu ordinaire circule en ce moment dans les milieux ecclésiastiques du pays. Il s'agit d'un texte fondé sur des révélations faites par un haut fonctionnaire — qui, dit-on, a voulu par là décharger sa conscience — à partir de rapports et de circulaires émanant du Service de renseignements de l'armée. Le contenu de ce document porte sur un plan de lutte de ce Service contre certains milieux de l'Eglise. Une traduction française intégrale de ces révélations vient d'être publiée par l'agence DIAL (Paris).

Ne pas faire croire à la persécution

Le plan en question prévoit qu'*« il ne faut pas s'en prendre à l'Eglise en tant qu'institution et encore moins aux évêques dans leur ensemble, mais uniquement au secteur le plus avancé de l'Eglise (... dont) la figure la plus représentative est Mgr Manrique* (archevêque de La Paz) *et aux prêtres étrangers en contact avec « Justice et Paix » (...) Il faut montrer qu'ils prêchent la lutte armée, sont liés au communisme international et envoyés en Bolivie dans le seul but d'amener l'Eglise au communisme »*. On y conseille de *« surveiller de très près »* tels ordres religieux (oblats, jésuites), de *« collaborer avec la CIA »*, laquelle a déjà *« remis un dossier complet sur quelques prêtres »* ; d'*« éviter les perquisitions dans les maisons religieuses »* par crainte de publicité et *« d'arrêter (plutôt) les prêtres dans la rue, de préférence en des endroits déserts »* ; de *« mettre la hiérarchie ecclésiastique devant le fait accompli »* ; de *« prendre soin de glisser dans le porte-documents (du prêtre arrêté) et dans sa chambre des tracts subversifs et une arme »*, enfin, d'*« accentuer les pressions sur Presencia »* (le journal catholique de La Paz) tout en veillant à *« entretenir des relations amicales avec certains évêques et prêtres, de façon à ne pas amener l'opinion publique à croire à une persécution systématique de l'Eglise »*. Et le document conclut en annonçant qu'une liste de *« prêtres à arrêter »* est déjà prête.

Un tel plan paraît bien être une des réactions de la dictature Banzer aux récentes protestations de l'Eglise contre les massacres de paysans et la persécution de certains prêtres étrangers (*I.C.I.* n°s 451, 477 et 478). ■

UN TROUBLE PSYCHIQUE CARACTERISE...

L'Union des athées a réuni le 18 mai dernier à Paris son deuxième congrès international qui rassemblait deux cents personnes environ. M. Francis Perrin, ancien haut commissaire à l'énergie atomique et président d'honneur de l'Union, a notamment déclaré : « Dieu n'a pas plus d'existence que les fantômes, les esprits, les dieux des religions païennes, les diables, les démons, le père Noël ». *La charte constitutionnelle de l'Union des athées affirme de son côté :* « Ces idées absurdes (résurrection, etc.) sont prises au sérieux par les personnes sensées par ailleurs mais qui, sur ce point, sont victimes d'un trouble psychique caractérisé, fortement entretenu et propagé par les plus atteints, dont les religions constituent les regroupements les plus importants ». *Ces déclarations péremptoires demanderaient sans doute à être étayées par une démonstration un peu plus scientifique.* **I.C.I. 482 — 15-6-75**

NOUVELLES

Deux jeunes de brousse sont venus à Bujumbura, suivre un stage à notre atelier de Mobirundi. Ce sont deux menuisiers, responsables d'un foyer social de l'intérieur. Ils travaillent sans aucun outil avec dix autres ouvriers et fabriquent des fauteuils et des tables en osier. Ils font un travail magnifique, mais manquent de bases pratiques; nous leur avons fourni les outils indispensables et je leur ai appris à travailler de manière simple et efficace, afin qu'ils puissent continuer chez eux. Je sais qu'ils pourront faire vivre d'autres personnes en leur apprenant ce qu'ils auront appris chez nous. ....

Nos employés ne sont pas tous préparés à affronter les problèmes des blancs soi-disant développés. Ils sont perdus quand on leur pose des questions ou encore quand on leur donne trop de responsabilités. Même s'ils connaissent parfaitement leur sujet, ils perdent tous leurs moyens devant un blanc qui leur reproche quelque chose. Je veux leur apprendre, à travers leur travail, à devenir des personnes responsables et capables de se diriger elles-mêmes.

Nous venons d'avoir toute une série d'ennuis, car le groupe moteur qui fait fonctionner l'atelier a été mis hors d'usage, par manque d'entretien durant ces dix dernières années. En outre, nous n'avions plus d'électricité pour alimenter le reste de l'atelier. Conséquence : pendant quinze jours, nous avons eu cinquante ouvriers qui ne savaient que faire, car, avec des outils manuels seulement, ils ne pouvaient débiter les madriers et les panneaux indispensables à la fabrication des meubles. Nous les avons occupés en leur demandant de remettre leur outillage en état.

Cette expérience m'a beaucoup appris sur la mentalité des ouvriers : pendant que nous réparions toutes les installations avec les machinistes de Mobirundi, les autres ouvriers restaient assis et nous regardaient travailler. La plupart attendaient les ordres du "patron", alors que leur outillage n'était pas en ordre et qu'il y avait tant de choses à faire. J'ai dû leur faire comprendre comment fonctionnait l'atelier et quel était mon rôle ici. Je leur ai dit qu'il n'y aurait bientôt plus de blancs pour "diriger" Mobirundi, mais qu'un jour eux-mêmes prendront en mains l'atelier, car nous sommes là pour cela !

.... De plus en plus, je me rends compte que pour moi les problèmes du Tiers-monde ne seront pas résolus en deux ou trois ans de volontariat, mais que je serai confronté, durant toute ma vie de chrétien, aux problèmes de la société actuelle.

Jean-Claude Chamorel,
Bujumbura

NOUVELLES

Serres - nous avons eu des trax toute la semaine passée pour aplanir le terrain. Le matériel pour la construction des serres est déjà là et la construction commencera en principe lundi. En même temps, la réparation d'un des bâtiments qui nousa été cédé par l'Etat en même temps que le terrain et qui servira de logement pour le responsable des serres, est presque terminée. Nous avons engagé un couple, plus un autre ouvrier, qui vont déjà participer à la construction. Dès que les serres seront en état de produire, nous engagerons encore trois ou quatre femmes. Nous avons des tas de projets, en plus de la culture de légumes : élevage de poules (dans les anciennes cavités des cibles, puisqu'il s'agit d'une ancienne carrière de tir !) culture de fraises en bacs et même... élevage d'escargots, dans de grands trous cimentés qui sont là on ne sait pas pourquoi. Il paraît que c'est un produit très recherché !

Jardin d'enfants - l'état nous a accordé les bâtiments. Il reste un problème à régler, celui du personnel. Nous ne pouvons nous engager à payer que trois des employées qui travaillent dans ces bâtiments. Ce problème n'est pas encore résolu, mais nous avons déjà eu la visite d'un architecte de l'état, avec des plans pour les transformations nécessaires. Donc c'est en bonne voie. Il restera à trouver une utilisation pour la maison qui vient d'être terminée (les réparations) et qui devait servir de jardin d'enfants. Je pense qu'elle fonctionnera comme "maison du peuple" (salles de réunions centre d'animation, dont nous avons grand besoin en ce moment).

Personnel du jardin d'enfant - le projet a subi de grandes (et positives) transformations durant les neuf mois que j'ai déjà passés ici, dans le sens d'une intégration dans le processus politique en cours. Le projet initial d'une communauté internationale au service d'une population ne tenait plus debout, dans un nouveau contexte, où tout un peuple a entrepris de retrouver une identité nationale et la reconstruction de son pays. Il y a déjà longtemps que je ressentais un malaise à l'idée de faire venir d'autres volontaires, alors que les jardinières d'enfants portugaises ne trouvent pas d'emplois. Nous en avons discuté et nous sommes arrivés à la conclusion définitive que ce n'était pas possible de donner ces emplois aux deux filles de Lausanne qui devaient venir. Nous leur avons donc écrit et elles ont très bien compris. Nous allons donc engager des Portugaises et nous avons déjà été en contact avec deux professeurs d'une école de jardinières d'enfants qui sont très intéressées par notre projet de "rénovation pédagogique", et qui nous enverrons des stagiaires, qui contribueront à l'expérience.

Quant à mon rôle, disons de réflexion et de propositions sur l'évolution du projet, je pense qu'il est plus ou moins terminé, maintenant que nous entrons dans la phase active. Bref, je ne vois plus très bien ce que j'ai à faire dans le projet et j'ai l'impression de "voler" du travail ce qui est très gênant ! Un volontaire n'a plus grand chose à faire ici; on engagera une secrétaire à mi-temps pour me remplacer.

Christine Gschwend
Cova / Portugal

... Après plus d'une année de tâtonnements et d'essais pour réaliser un changement économique et social des groupements communautaires, nous constatons qu'il est en général difficile d'apporter une aide matérielle ou financière sans que cette aide aie l'aspect paternaliste ou parachuté de l'extérieur. Jusqu'à présent les besoins exprimés les plus resentis ont été l'éducation des enfants, construction de routes ou amélioration des chemins d'accès, soins et vaccination du bétail. Quelques groupements ont aussi commencé un jardin communautaire mais là encore l'aide extérieure est plus difficile. Nous pouvons constater que le paysan ne se désintéresse pas de la question, mais voit difficilement le changement possible vu qu'il calcule sur son expérience et sur le cycle traditionnel d'une année avec ses périodes fertiles ou stériles le tout lié à des pratiques religieuses. Comme techniciens nous savons que les résultats agricoles ne peuvent être visibles qu'après deux ou trois ans d'investissement de connaissances et de techniques nouvelles qui sont souvent en opposition avec ces croyances ancestrales. Le paysan ne dissocie pas croyance et technique, ce qui signifie que les techniques modernes exigent une remise en question de tout son système culturel. C'est nous pensons un des facteurs principaux auquel le technicien doit faire face. Le deuxième facteur est de sortir l'économie de son cercle d'autoconsommation "ménages - marchés - ménages" en créant d'autres moyens d'échange monétaire avec la capitale et l'extérieur. Cette évaluation schématique des programmes communautaires nous montre qu'en général le domaine social trouve un intérêt plus rapide que l'économie mais qui aboutira inévitablement à un point de saturation et restera au niveau de l'assistance sans que les communautés puissent parvenir à une progression dans leur vie sociale.

Un autre facteur important est que les programmes communautaires cités plus haut correspondent effectivement aux besoins des communautés mais sont très discutables sur les voies et moyens utilisés pour leur application. Si nous prenons l'exemple des Centres d'Education Populaire, nous avions défini une année passée que le Centre d'un groupement ne sera officiellement ouvert et reconnu par le P.R.R. que lorsque la construction du centre sera entièrement terminée et équipée par le G.C. avec l'aide technique du projet.

C'est dans ce sens que nous avions pensé obtenir une certaine uniformité des voies et moyens du programme. Pratiquement, il s'avère impossible d'uniformiser l'aide aux groupements, vu que chaque zone a des particularités économiques et sociales différents.

Ceci nous amène à repenser constamment nos méthodes de travail entre les différents techniciens du projet et les animateurs pour définir une politique commune pour les différents programmes en tenant compte des niveaux de chaque G.C. .....

Richard Challandes,
Projet de réhabilitation
rurale, Jérémie, Haïti

AS-TU CREE POUR QUE NOUS DETRUISIONS ?
****

A. Lewis

Pourquoi as-tu créé les hommes, ô Dieu ?
Nous ne faisons que nous disputer entre nous.
Nous utilisons notre cerveau pour faire des bombes
qui détruiront notre monde,
Au lieu de l'utiliser pour faire du bien dans le monde.

Pourquoi as-tu créé de beaux animaux ô Dieu ?
Les hommes ne font que les tuer.

Pourquoi as-tu doué l'homme de pensée, ô Dieu ?
Nous ne pensons qu'à haïr.

Pourquoi as-tu doué l'homme de pensée, ô Dieu ?
De pouvoir faire le bien ?

Ce poème fait partie d'une série écrite par les élèves d'une grande école de Londres.

Une enquête établit que 60 % des Suisses et 46 % des Suissesses sont trop gros. Chez l'homme, c'est déjà à partir de 30 ans que se manifeste une nette tendance à l'embonpoint. Mais cet état ne semble pas préoccuper outre mesure les intéressés...

La Liberté, Fribourg.

Sommaire

J.A.
1000 LAUSANNE 9

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts.

Centre Offset SA, Lausanne